

Les communautés énergétiques en France

Points de convergence entre Enedis/Enercoop/Energie Partagée

Contexte

En 2019, l'Union européenne a reconnu le rôle des acteurs locaux dans la transition énergétique dans le cadre du paquet législatif « Une Énergie Propre pour tous les Européens ». Les directives « Énergies renouvelables »¹ et « Marché de l'électricité »² introduisent en droit européen deux nouvelles notions : les communautés d'énergie renouvelable (CER) et les communautés énergétiques citoyennes (CEC). Les deux définitions, que l'on peut formuler de manière plus simple en « communautés énergétiques », établissent un cadre dans le lequel les États membres doivent s'inscrire pour la mise en place des mesures et dispositifs favorables aux acteurs des territoires.

Les communautés énergétiques permettent d'identifier les Européens non plus seulement comme des consommateurs mais comme des citoyens qui ont un rôle actif à jouer dans la transition énergétique en Europe.

La démarche globale de ces directives est de mettre en place des mesures de non-discrimination, d'équité et de règles préférentielles proportionnelles pour les communautés énergétiques, afin qu'elles interagissent *in fine* sur un pied d'égalité avec les opérateurs privés, mais aussi pour garantir ces principes au sein des communautés.

Enedis, Enercoop et Énergie Partagée ont souhaité échanger sur des points de convergence concernant les enjeux et le cadre d'application des communautés énergétiques. Enercoop et Énergie Partagée en tant qu'acteurs pionniers en France du déploiement des projets citoyens de production et d'efficacité énergétique et, plus largement, de la réappropriation locale des questions énergétiques par les citoyens. Enedis, en tant que gestionnaire de réseau de distribution (GRD) et acteur incontournable de la transition énergétique qui accompagne depuis plusieurs années le déploiement de ces projets citoyens à travers le développement de solutions industrielles en matière de raccordements intelligents, de mise à disposition de données ou encore de démonstrateurs *smart grids*. Qui plus est, la directive « Énergie renouvelable » prévoit expressément que les GRD coopèrent avec les communautés énergétiques afin de faciliter les échanges d'énergies au sein des CER.

Les exemples européens démontrent également qu'une coopération fructueuse entre GRD et acteurs de la transition citoyenne est un élément majeur pour le développement optimal des communautés énergétiques.

¹ DIRECTIVE (UE) 2018/2001 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (refonte).

² DIRECTIVE (UE) 2019/944 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE (refonte).

L'objet de ce document est de se doter d'une lecture commune des communautés énergétiques afin de nourrir et prendre part aux réflexions actuelles sur la transposition.

Communautés énergétiques, de quoi parle-t-on ?

Une communauté énergétique désigne toute entité juridique qui repose sur une participation ouverte et volontaire et qui est effectivement contrôlée par ses membres, à savoir des citoyens, des PME et/ou des collectivités. L'objectif premier des CEC et CER est de fournir des avantages environnementaux, économiques ou sociaux à ses membres, et non la recherche de profit. Les concepts de CEC et CER sont très proches. La principale différence entre les deux réside principalement dans le critère de la localité, moins déterminant dans la définition des CEC.

- **L'objet des CEC et CER**

Les CER et les CEC doivent pouvoir avoir accès à tous les marchés et développer les services énergétiques suivants : production, consommation, stockage, vente, partage d'énergie. Les communautés énergétiques citoyennes peuvent également fournir des services liés à l'efficacité énergétique, des services de recharge pour les véhicules électriques ou d'autres services énergétiques à ses membres ou actionnaires.

- **Les membres des CER et CEC**

La qualité des membres est sensiblement proche entre les deux définitions. Les deux définitions clarifient, notamment, la différence entre la simple participation et la participation à la gouvernance.

Citoyens et collectivités peuvent être membres des CER et des CEC, aussi bien en tant que "simples" membres qu'en tant que membres participant à la gouvernance. Les entreprises, quant à elles, sont autorisées à être membres mais sous plusieurs conditions, qui diffèrent selon que l'on se réfère aux CEC ou bien aux CER.

Les communautés d'énergie renouvelable peuvent être effectivement contrôlées par des entreprises, sous réserve que lesdites entreprises soient des PME situées à proximité des projets d'EnR. Concernant les communautés énergétiques citoyennes en revanche, seules les petites entreprises ont le pouvoir de décision. Une entreprise ne peut disposer de pouvoir de décision au sein de cette communauté si elle exerce une activité commerciale à grande échelle afin de garantir le caractère local, mais aussi afin que l'objectif premier reste bien le service aux membres et non la recherche de profits.

C'est bien dans cet esprit qu'il convient de comprendre la possibilité laissée aux États membres de restreindre la participation des entreprises du fait de « *leur principale activité commerciale ou professionnelle* » ou des entreprises « *exerçant une activité commerciale à grande échelle et pour lesquels le secteur de l'énergie n'est pas le principal domaine d'activité économique* ».

Il s'agit ainsi de garantir la participation ouverte et volontaire des clients finals aux communautés, qui ne doit pas être sujette « *à des conditions ou des procédures injustifiées ou discriminatoires* ».

Pour pleinement tirer parti du concept des communautés citoyennes et renouvelables, il apparaît ainsi important que la transposition s'inscrive pleinement dans l'esprit des textes en visant une participation la plus large possible et sans discrimination aux communautés dans le respect de leur caractère local et de non profitabilité.

- **Les interactions entre les CER et CEC et les GRD**

L'enjeu de la coopération entre les gestionnaires du réseau et les communautés énergétiques est central.

Dans les deux directives européennes, le rôle des gestionnaires de réseaux est clairement mis en avant :

- L'article 22-4-c) de la directive "Énergies renouvelables" dispose en effet que "le gestionnaire de réseau de distribution compétent coopère avec les communautés d'énergie renouvelable pour faciliter les transferts d'énergie au sein desdites communautés" ;

L'article 22-4-d) dispose que "les communautés d'énergie renouvelable sont soumises à des procédures équitables, proportionnées et transparentes, notamment en matière d'enregistrement et d'octroi de licence, à des frais d'accès au réseau reflétant les coûts, ainsi qu'aux frais, prélèvements et taxes applicables, de manière à ce qu'elles contribuent de manière adéquate, équitable et équilibrée au partage du coût global du système, conformément à une analyse coûts-bénéfices transparente des ressources énergétiques distribuées réalisée par les autorités nationales compétentes" ;

L'article 16-1-d) de la directive "Électricité" dispose que "sous réserve d'une juste indemnisation évaluée par l'autorité de régulation, les gestionnaires de réseau de distribution concernés coopèrent avec les communautés énergétiques citoyennes afin de faciliter les transferts d'électricité à l'intérieur des communautés énergétiques citoyennes".

La nature des interactions entre les gestionnaires de réseaux de distribution et les communautés énergétiques a ainsi été précisée en France à travers la loi Energie-Climat (LEC). Celle-ci prévoit que les GRD, garants de la qualité d'acheminement et de non-discrimination entre les utilisateurs, devront coopérer avec les communautés, agissant pour le rapprochement des foyers décentralisés de production et de consommation. Par ailleurs, la LEC précise également que les communautés énergétiques ne pourront « ni détenir, ni exploiter » un réseau de distribution.

- **Une finalité différente entre CEC/CER et l'autoconsommation collective**

Il est important de distinguer les CER/CEC et l'autoconsommation collective (ACC) afin de ne pas maintenir un flou entretenu dans les médias et par les débats qui se sont tenus à l'Assemblée nationale et au Sénat. Si leur *objet* qui est bien identique pour ce qui est de la production (rappelons que les CER et CEC sont aussi compétentes pour d'autres activités), leur *finalité* est différente. Les CER et CEC ont pour finalité première la recherche de retombées économiques, sociales et environnementales locales et non la recherche du profit. L'autoconsommation collective ne saurait donc être tout au plus qu'une des dimensions d'une communauté énergétique citoyenne ou renouvelable. C'est la raison pour laquelle la directive « Énergie renouvelable » définit ACC et CER dans deux articles différents (respectivement, articles 21 et 22).